



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Cameroun

Question au Gouvernement n° 3543

Texte de la question

POLITIQUE AFRICAINE DE LA FRANCE

M. le président. La parole est à M. Serge Janquin, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Serge Janquin. Monsieur le ministre des affaires étrangères, l'élection présidentielle au Cameroun interroge sur la politique africaine de la France. Une dictature installée par la France en 1960 dans un bain de sang y dure depuis plus d'un demi-siècle.

Le président Biya est un président fantôme. La moitié du temps à l'étranger, il préside un conseil des ministres par an. Le dernier s'est tenu en juillet 2009. Il n'est présent que pour faire tirer à balles réelles sur la jeunesse qui conteste sa réforme constitutionnelle. Il n'est présent que lorsqu'il s'agit d'installer la corruption au plus haut niveau de l'État, pour recevoir d'Elf le financement de sa campagne ou de bailleurs de fonds, dont la France, les moyens de juguler son opposition.

Il se dit aussi qu'il n'est présent que lorsqu'il s'agit d'envoyer à des partis politiques français des valises bien lestées (" Ah ! " *sur les bancs du groupe SRC*)...

Un député du groupe UMP. Est-ce que cela inclut le parti socialiste ?

M. Serge Janquin. ...alors que la moitié de sa population vit avec moins de 2 dollars par jour.

Monsieur le ministre, le Gouvernement auquel vous appartenez désormais a pris si tardivement conscience de la volonté d'émancipation des peuples arabes qu'il a dû faire un virage sur l'aile - c'est l'expression qui convient - remarqué.

Quand la France se tiendra-t-elle enfin à distance respectable des miasmes irrespirables qui entourent des dirigeants africains corrompus ? J'évoque ici les dynasties Eyadema, Bongo et consorts.

Faudra-t-il attendre un printemps de l'Afrique noire pour que la France reconnaisse enfin la légitimité et la capacité des peuples d'Afrique à exprimer leur volonté, la volonté du peuple souverain ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes.

M. Alain Juppé, *ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes*. Monsieur le député, la France a suivi avec une particulière attention le déroulement des élections au Cameroun dimanche dernier.

M. Noël Mamère. Ce n'était pas des élections !

M. Alain Juppé, *ministre d'État*. Il est encore trop tôt pour parler des résultats ; le taux de participation n'est pas encore connu. Ce que je peux vous dire, c'est que, selon l'Organisation internationale de la francophonie et le Commonwealth qui ont suivi le déroulement de ces élections, on peut considérer aujourd'hui qu'elles ont eu lieu dans des conditions acceptables. (*Exclamations sur plusieurs bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. Jean-Paul Lecoq. Scandaleux !

M. Alain Juppé, *ministre d'État*. Nous appelons donc la population et la presse camerounaises, ainsi que tous les acteurs politiques du pays, à faire preuve, jusqu'au 24 octobre, date de proclamation des résultats, et au-delà, de modération et d'éviter tout recours à la violence pour faire valoir leurs vues.

Plusieurs députés du groupe GDR. Scandaleux !

M. Alain Juppé, *ministre d'État*. S'agissant de la politique de la France en Afrique, vous avez d'ores et déjà, monsieur le député, la réponse à votre question. Le Gouvernement français, sous l'impulsion de François Fillon et sous la direction du Président de la République, a tout lieu d'être fier de ce que nous avons fait, par exemple,

en Côte d'Ivoire. (*Exclamations sur plusieurs bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. Noël Mamère. Parlez-nous du Gabon et du Togo !

M. Alain Juppé, *ministre d'État*. Nous avons tenu à ce que le résultat des élections, validé par les institutions internationales, soit respecté. Nous n'avons pas soutenu les yeux fermés le candidat qui avait perdu sous prétexte qu'il était membre de l'Internationale socialiste ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*) Non, nous avons tout fait pour que le président légitimement élu, M. Ouattara, accède au pouvoir, et nous voyons aujourd'hui qu'un processus de véritable démocratisation se déroule en Côte d'Ivoire. ("*Eh oui !*" sur les bancs du groupe UMP.)

De même, nous avons soutenu le processus d'élections libres au Niger et en Guinée, où les choses avancent.

M. Noël Mamère. Parlez-nous des biens mal acquis !

M. Alain Juppé, *ministre d'État*. Notre message à l'Afrique est donc très clair. Nous demandons aux régimes en place de prêter attention aux aspirations populaires, de moderniser les gouvernements, d'engager des processus de réforme, de passer d'un processus démocratique à une vraie culture de la démocratie.

M. Noël Mamère. Les biens mal acquis !

M. Alain Juppé, *ministre d'État*. La politique de la France est claire et déterminée dans ce domaine ; on ne peut pas en dire autant de ce qui a été fait parfois, dans le passé, sous votre propre impulsion ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Serge Janquin](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (10^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3543

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères et européennes

Ministère attributaire : Affaires étrangères et européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 12 octobre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 12 octobre 2011